

Intégrer

2024

SCIENCES PO

4^e édition

TOUT-EN-UN

Questions contemporaines • Histoire • Anglais

CONCOURS COMMUN DES IEP

J. Calauzènes (coord.) • P. Leitch • G. Tranié

Tout pour faire la différence

NOUVELLE
ÉDITION
ACTUALISÉE

-  Présentation du concours
-  Méthodes et stratégies à chaque étape
-  Tout le cours avec plus de 250 références incontournables à connaître
-  Les deux thèmes 2024
-  21 sujets corrigés (dont 3 de la session 2023)

OFFERT EN LIGNE

- + 6 copies d'élèves commentées
- + 18 sujets corrigés
- + L'actu 2023-2024 mois par mois

Vuibert
N°1 DES CONCOURS

Intégrer

2024

SCIENCES PO

4^e édition

TOUT-EN-UN

Questions contemporaines • Histoire • Anglais

CONCOURS COMMUN DES IEP

Ouvrage coordonné par **Jérôme Calauzènes**

Agrégé d'histoire, professeur en CPGE au lycée Ampère de Lyon,
à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye et en classes prépas Sciences Po

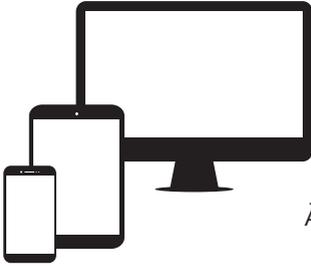
Paul Leitch

Professeur d'anglais en classes préparatoires
et en écoles de commerce

Ghislain Tranié

Docteur en histoire, professeur en lycée,
chargé de cours à l'université

Vuibert



OFFERT EN LIGNE

- + 18 sujets blancs corrigés
- + 6 copies d'élèves commentées
- + l'actu 2023-2024 mois par mois

À télécharger sur www.Vuibert.fr/site/215649

ISBN : 978-2-311-21564-9

Création de la maquette de couverture : les PAOistes

Adaptation de la maquette intérieure : Sébastienne Ocampo

Composition : Grafatom

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. Le « photocopillage », c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le « photocopillage » menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite.

Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur.

S'adresser au Centre français d'exploitation du droit de copie : 20 rue des Grands Augustins, F-75006 Paris.

Tél. : 01 44 07 47 70

© Vuibert – septembre 2023 – 5, allée de la 2^e DB 75015 Paris

Site internet : www.Vuibert.fr

Sommaire

TOUT SAVOIR SUR LE CONCOURS ET LES IEP

11

Le concours commun des IEP en 20 questions-réponses 11

1. À combien d'IEP, sur les dix présents en France, le concours commun permet-il de se présenter ?11
2. Qui peut passer le concours ?11
3. Y a-t-il des aménagements pour les élèves handicapés ? 12
4. Comment se fait l'inscription ? Quels sont les frais d'inscription ? 12
5. Comment les candidats sont-ils évalués ? 12
6. Quelles langues peut-on passer au concours commun ? 13
7. Y a-t-il des spécialités à privilégier au lycée ? 13
8. Sur combien de jours les épreuves se déroulent-elles ? 13
9. Quelle est la date du concours écrit ? 13
10. Où peut-on passer le concours ? 13
11. Combien y a-t-il de places disponibles ? 14
12. Le taux de sélectivité est-il important ? 14
13. Y a-t-il une sélection sur dossier ? 14
14. Y a-t-il un entretien oral d'admission ? 14
15. Existe-t-il une voie parallèle d'admission ? 14
16. Comment se fait l'affectation dans l'un des sept IEP ? 15
17. Quelle moyenne faut-il obtenir pour être admis ? 15
18. Comment est-on informé des résultats ? 15
19. Y a-t-il des IEP meilleurs que les autres ? 15
20. Faut-il faire une « prépa » ? 16

Les sept IEP 18

1. Sciences-Po Aix 18
2. Sciences-Po Lille 18
3. Sciences-Po Lyon 18
4. Sciences-Po Rennes 18
5. Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye 19
6. Sciences-Po Strasbourg 19
7. Sciences-Po Toulouse 19
8. Données générales sur les IEP 19

Témoignages 20

1. Témoignages de membres du jury 20
2. Témoignages de lauréats 21

PARTIE 1. QUESTIONS CONTEMPORAINES

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE 24

1. En quoi consiste l'épreuve ?24
2. Quels sont les enjeux de l'épreuve ?24
3. Quelles sont les compétences attendues ?25
4. Quelles sont les difficultés de l'épreuve ?26

MÉTHODOLOGIE EN 8 ÉTAPES 27

- Étape 1 Gérez votre temps27
- Étape 2 Choisissez et analysez le sujet 28
- Étape 3 Définissez la problématique29
- Étape 4 Rassemblez les idées 30
- Étape 5 Construisez le plan détaillé au brouillon 31
- Étape 6 Rédigez l'introduction et la conclusion 33
- Étape 7 Rédigez le développement 34
- Étape 8 Relisez votre travail35

THÈME 1. L'ALIMENTATION 36

COURS 36

Chapitre 1. L'alimentation, une question d'abord politique ? 36

1. L'alimentation, une arme géopolitique 36
2. L'alimentation, un objectif géopolitique à toutes les échelles 38
3. L'alimentation, un langage politique pour négocier la puissance 40

Chapitre 2. L'économie de l'alimentation 43

1. Le défi alimentaire pour une planète dépassant les huit milliards d'habitants 43
2. La mondialisation de l'alimentaire, de la terre à l'assiette 46
3. Vers de nouveaux paradigmes autour de l'économie de l'alimentaire ? 48

Chapitre 3. L'alimentation et le bien commun 51

1. Un fait social et sociétal 51
2. L'alimentaire, reflet de la préoccupation environnementale53
3. L'alimentation, une question politique55

Chapitre 4. L'alimentation, un fait humain total 58

1. Une question anthropologique 58
2. Une question religieuse59
3. Une question éthique et philosophique 61

SUJETS CORRIGÉS **64**

Sujet 1 Peut-on se nourrir impunément en 2024 ? 64
Sujet 2 S'alimenter, un acte résolument politique 73
Sujet 3 L'alimentation, un enjeu des rapports de force entre la société, le marché et l'État 76
Sujet 4 L'alimentaire, un régime en sursis ? 79

LES RÉFÉRENCES INCONTOURNABLES **82**

THÈME 2. LE CORPS **87**

COURS **87**

Chapitre 1. Le corps : un champ du politique **87**

1. Le corps au cœur des idées politiques 87
2. Le corps au cœur de l'État 89
3. Le corps au cœur du débat politique contemporain 91

Chapitre 2. Le corps, un enjeu économique, scientifique et social **94**

1. Le corps, un outil de production au service de l'économie 94
2. Le corps, un outil de connaissance pour les sciences sociales 97
3. Le corps, un lieu d'innovation économique et sociale : l'exemple de la médecine 99

Chapitre 3. Le corps, un enjeu culturel et sociétal **102**

1. Le culte du corps : de la norme au droit à la différence 102
2. La fabrique du corps, une obsession humaine à comprendre et réguler 104
3. Un corps pour chaque âge ? 107

Chapitre 4. Le corps, un enjeu anthropologique et religieux **110**

1. Le corps dans la philosophie 110
2. Le corps dans l'anthropologie 112
3. Le corps dans la religion 115

SUJETS CORRIGÉS **118**

Sujet 1 Le peuple fait-il corps aujourd'hui en France ? 118
Sujet 2 Le corps vers sa désacralisation au XXI^e siècle ? 121
Sujet 3 Le corps au cœur des défis politiques depuis la fin du XX^e siècle 123
Sujet 4 Un corps à soi à l'ère de la marchandisation 125

LES RÉFÉRENCES INCONTOURNABLES **127**

PARTIE 2. HISTOIRE

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE 136

1. En quoi consiste l'épreuve ?136
2. À quoi correspond le programme ?.....137
3. Quelles sont les difficultés de l'épreuve ? 138

MÉTHODOLOGIE EN 9 ÉTAPES 139

- Étape 1 Recopiez l'intitulé de la consigne sur votre brouillon139
- Étape 2 Réalisez au brouillon la présentation des deux documents139
- Étape 3 Formulez une problématique à partir de la consigne et des documents 141
- Étape 4 Faites l'analyse suivie des deux documents 141
- Étape 5 Élaborez le plan détaillé au brouillon.....142
- Étape 6 Rédigez l'introduction142
- Étape 7 Rédigez le devoir..... 143
- Étape 8 Rédigez la conclusion 143
- Étape 9 Relisez-vous 144
- Conseils généraux 144

COURS 146

Chapitre 1. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux 146

1. Les origines de la crise économique aux États-Unis et sa diffusion mondiale147
2. Une crise nouvelle et qui se généralise 149
3. Des solutions peu efficaces153

Chapitre 2. Les régimes totalitaires 158

1. Des origines communes liées à la Première Guerre mondiale et à la crise économique159
2. Caractéristiques et différences entre les trois régimes totalitaires..... 161
3. Des régimes totalitaires qui bouleversent l'ordre européen..... 165

Chapitre 3. La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) 169

1. Un conflit d'ampleur mondiale.....170
2. Une véritable guerre d'anéantissement172
3. La France dans la Seconde Guerre mondiale : entre collaboration et résistance 177

Chapitre 4. La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial 184

1. Un désastre sans précédent..... 184
2. Les tentatives de renouveau : vers un nouvel ordre international.....187
3. Une nouvelle donne internationale 190

Chapitre 5. La France, une nouvelle place dans le monde (1945-1974) 193

1. La IV^e République entre décolonisation, guerre froide et construction européenne193
2. Crise algérienne et naissance de la V^e République 197
3. Les débuts de la V^e République : indépendance, modernisation et contestation politique..... 200

Chapitre 6. Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde, de 1945 aux années 1970 203

1. Guerre froide et bipolarisation du monde 204
2. Décolonisation et émergence du tiers-monde 206
3. La Chine de Mao, l'affirmation d'un nouvel acteur des relations internationales 209
4. Les conflits au Proche et au Moyen-Orient de 1945 aux années 1970 212

Chapitre 7. La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux des années 1970 à 1991 215

1. La crise économique des années 1970 et la nouvelle donne économique 216
2. Vers la fin de la guerre froide : contestation du modèle occidental et implosion de l'URSS 219
3. La construction européenne et la démocratisation de l'Europe méridionale 221

Chapitre 8. Un tournant social, politique et culturel : la France de 1974 à 1988 225

1. L'alternance politique : de Giscard d'Estaing à Mitterrand 225
2. Des transformations sociales et culturelles importantes 227

Chapitre 9. Les relations internationales depuis 1991 : vers un désordre mondial 232

1. Nouvelle hiérarchie des puissances et multipolarité du monde 233
2. Nouvelles formes de conflictualités et crimes de masse 237
3. Les difficultés de la gouvernance mondiale face aux défis contemporains 239

Chapitre 10. La construction européenne depuis 1991 : élargissements, approfondissements et remise en question 243

1. Des élargissements et des approfondissements importants 244
2. L'UE : une puissance incomplète 247
3. Crises et remises en cause de l'UE 249

Chapitre 11. La République française depuis les années 1990 : principes et évolutions constitutionnelles 253

1. La V^e République : un régime stable qui connaît des évolutions constitutionnelles 253
2. La réaffirmation de principes et les combats pour des valeurs et des droits nouveaux 256

SUJETS CORRIGÉS 260

- Sujet 1 Le conflit israélo-arabe dans les années 1970 (avec méthode pas à pas) 260
- Sujet 2 La guerre froide 1945-1953 (sujet officiel de la session 2023, corrigé entièrement rédigé) 274

Sujet 3 Le régime de Vichy (sujet officiel de la session 2022).....	280
Sujet 4 Le régime nazi et ses spécificités.....	285
Sujet 5 La volonté d'un nouvel ordre mondial en 1945.....	289
Sujet 6 La Détente dans la guerre froide.....	294
Sujet 7 La décolonisation.....	300
Sujet 8 La France dans les années 1980.....	304

PARTIE 3. ANGLAIS

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE 314

1. En quoi consiste l'épreuve ?	314
2. Quels sont les enjeux de l'épreuve ?	315
3. Quelles sont les difficultés de l'épreuve ?	316

MÉTHODOLOGIE ÉTAPE PAR ÉTAPE 318

1. Partie Compréhension	318
Étape 1 Analysez la question	318
Étape 2 Soulignez ou entourez les phrases dans l'article qui répondent à chaque question	319
Étape 3 Reformulez en utilisant vos propres mots	319
2. Partie Essai	322
Étape 1 Analysez la question	322
Étape 2 Faites votre <i>brainstorming</i> sur le sujet.....	323
Étape 3 Construisez votre plan	324
Étape 4 Rédigez votre essai en faisant des paragraphes bien clairs et structurés	324
Étape 5 Relisez-vous	326

COURS 328

GRAMMAIRE 328

FICHE 1. Top Ten Mistakes (les dix erreurs impardonnables).....	328
FICHE 2. La ponctuation.....	331
FICHE 3. Les temps.....	334
FICHE 4. Noms dénombrables et indénombrables	342
FICHE 5. Les articles	344
FICHE 6. Les déterminants.....	346
FICHE 7. Les pronoms.....	348
FICHE 8. Point d'orthographe.....	350

VOCABULAIRE **351**

Étape 1 Soyez curieux.....	351
Étape 2 Décidez d'un objectif et respectez-le.....	351
Étape 3 Lisez	351
Étape 4 Arrêtez-vous quand vous rencontrez un mot que vous ne connaissez pas.....	352
Étape 5 Faites des fiches de vocabulaire	352
Étape 6 Apprenez les mots	352
Étape 7 Utilisez-les	352
Étape 8 Révisez.....	352
FICHE 1. Les indispensables du vocabulaire politique	353
FICHE 2. La politique aux États-Unis	356
FICHE 3. La politique au Royaume-Uni	361
FICHE 4. Le processus électoral	364
FICHE 5. L'exercice du pouvoir présidentiel.....	366
FICHE 6. Les indispensables du vocabulaire économique	367
FICHE 7. Récession et redressement	369
FICHE 8. Bourse et finance.....	371
FICHE 9. Les entreprises	373
FICHE 10. Le commerce.....	374

CIVILISATION **376**

1. Methodology.....	376
2. Overview of Politics today.....	376
FICHE 1. Political Institutions of the United States of America.....	380
FICHE 2. Election System in the United States.....	382
FICHE 3. The Republican Party.....	383
FICHE 4. The Democratic Party.....	387
FICHE 5. US Foreign Policy.....	391
FICHE 6. Immigration and Race in the US	395
FICHE 7. Political Institutions in the UK.....	397
FICHE 8. The Conservative Party	399
FICHE 9. The Labour Party	405
FICHE 10. Other Political Parties in the UK	409
FICHE 11. The UK and Europe	413
FICHE 12. UK Foreign Relations.....	415

SUJETS CORRIGÉS **419**

Sujet 1 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, Sujet 0	419
Sujet 2 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, Sujet 2023.....	425
Sujet 3 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, Sujet 2022	431
Sujet 4 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais	436
Sujet 5 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, Sujet 2019.....	441

Table des compléments en ligne

PARTIE 1. QUESTIONS CONTEMPORAINES

COPIES D'ÉLÈVES COMMENTÉES

SUJETS CORRIGÉS

Thème 1. L'alimentation

- Sujet e-1. Les enjeux de la médiatisation de l'alimentaire
- Sujet e-2. La pêche, un enjeu géostratégique mondial
- Sujet e-3. L'aliment peut-il devenir un bien commun de l'humanité ?
- Sujet e-4 L'alimentation est-elle légitimement vectrice de peurs ?
- Sujet e-5 L'alimentation est-elle la principale source de tensions aujourd'hui ?

Thème 2. L'alimentation

- Sujet e-1. L'État doit-il se donner pour mission de gouverner les corps ?
- Sujet e-2. Le corps politique et social a-t-il encore un avenir ?
- Sujet e-3. Émanciper le corps, un défi contemporain
- Sujet e-4. L'Occident peut-il être défini comme une société du paraître ?
- Sujet e-5. Le corps, un moyen d'expression dans l'espace public contemporain

PARTIE 2. HISTOIRE

COPIES D'ÉLÈVES COMMENTÉES

SUJETS CORRIGÉS

- Sujet e-1 La crise économique de 1929 et ses conséquences dans le monde
- Sujet e-2 La chute du bloc communiste
- Sujet e-3 Le nouvel ordre mondial depuis 1991
- Sujet e-4 La V^e République sous de Gaulle en 1962
- Sujet e-5 Le régime de Vichy et la collaboration en France pendant la Seconde Guerre mondiale

FIL D'ACTU

De juillet 2023 à juillet 2024

BIOGRAPHIES ET AUTRES FICHES À FAIRE

PARTIE 3. ANGLAIS

COPIES D'ÉLÈVES COMMENTÉES

SUJETS CORRIGÉS

- Sujet e-1 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, session 2018
- Sujet e-2 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, session 2017
- Sujet e-3 Concours commun d'entrée en première année, épreuve d'anglais, session 2016

Pour accéder aux
compléments en ligne,
flashez le QR code ci-contre



www.lienmini.fr/215649-01

Tout savoir sur le concours et les IEP

Depuis 2008, sept des neuf instituts d'études politiques (IEP) de province ont décidé de créer un concours commun : Aix, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse. Cela s'appelle désormais le Réseau ScPo. Il est possible de visiter le site du concours ici <http://www.reseau-scpo.fr/>.

Depuis sa création, le concours commun comporte trois épreuves : histoire, questions contemporaines et langue vivante.

Certains IEP comme Bordeaux ou Paris ont décidé de supprimer les épreuves écrites pour ne se fonder que sur les résultats obtenus au lycée (dossier), des écrits de motivation (projet de formation motivé et/ou questions diverses) et, si l'étudiant est déclaré admissible à l'issue de cette étape, sur un oral. En revanche, les sept IEP ont fait le choix de conserver un concours écrit, qui permet à tous les candidats d'avoir une chance d'intégrer l'une de ces écoles, même si leurs résultats dans l'enseignement secondaire ne sont pas ceux attendus au niveau académique.

Le concours commun des IEP en 20 questions-réponses

1 À combien d'IEP, sur les dix présents en France, le concours commun permet-il de se présenter ?

Il permet de postuler à sept IEP : Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

2 Qui peut passer le concours ?

Le concours d'entrée en première année est ouvert aux candidat(e)s passant le baccalauréat (ou équivalent : diplômes étrangers et DAEU, diplôme d'accès aux études universitaires) l'année du concours (« année n ») et aux titulaires du baccalauréat (ou équivalent : diplômes étrangers et DAEU) de l'année n-1. Par exemple, pour le concours 2024, les bacheliers 2023 et 2024 pourront se présenter aux épreuves.

3 Y a-t-il des aménagements pour les élèves handicapés ?

Oui, un aménagement des épreuves pourra être accordé aux candidat(e)s après l'envoi d'un certificat médical délivré uniquement par un médecin désigné par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Celui-ci est envoyé avant la fin de la procédure d'inscription dans Parcoursup. Pour obtenir ce certificat, les candidat(e)s, élèves du second degré ou de classes préparatoires, effectuent une demande en ce sens auprès du médecin intervenant dans l'établissement fréquenté. Les candidat(e)s inscrits à l'université s'adressent au médecin du Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé (SUMPPS).

4 Comment se fait l'inscription ?

Quels sont les frais d'inscription ?

L'inscription se fait uniquement *via* la plateforme Parcoursup. Elle existe depuis janvier 2018. Les lycéens y mentionnent leur choix d'orientation, le plus souvent motivé, selon le calendrier suivant, lors de l'année de terminale :

- de novembre à janvier : phase de découverte et d'information sur les différentes formations ;
- de janvier à avril : phase d'inscription et de formulation des vœux ;
- de mai à juillet : phase de décision en fonction des formations obtenues.

Chaque étudiant peut sélectionner jusqu'à dix vœux et vingt sous-vœux. Le choix du réseau ScPo (concours commun) compte comme un vœu au sein duquel les différents IEP représentent des sous-vœux.

La création du dossier est relativement simple et se fait sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.parcoursup.fr/>

Vos professeurs principaux sont là pour vous aider à le constituer.

Les frais d'inscription sont de 180 € (50 € pour les boursiers)*.

5 Comment les candidats sont-ils évalués ?

Les candidats sont évalués au moyen de trois épreuves écrites :

- questions contemporaines (QC), coefficient 3 ;
- histoire, coefficient 3 ;
- langue vivante (anglais, allemand, espagnol ou italien), coefficient 2.

Attention : les notes du contrôle continu de terminale en LVA et LVB, ainsi que les notes de spécialités obtenues aux épreuves du baccalauréat ne rentrent plus en ligne de compte pour le concours 2024.

* Sous réserve de modification.

6 Quelles langues peut-on passer au concours commun ?

Quatre langues sont autorisées : anglais, allemand, espagnol et italien.

7 Y a-t-il des spécialités à privilégier au lycée ?

A priori non. Le réseau ScPo affirme que toutes les spécialités et toutes les options permettent de réussir le concours. De plus, les IEP recherchent des profils diversifiés. Le rapport du jury 2021 précise : « Les Sciences Po du réseau tiennent à rester accessibles à tout lycéen et à assurer la richesse des profils retenus. Aussi, toutes les options et toutes les spécialités permettent-elles de réussir le concours ».

Conseil : il est donc préférable de choisir les spécialités dans lesquelles vous êtes susceptibles d'avoir les meilleures notes dans le cadre du contrôle continu et, surtout, des épreuves communes de Terminale.

8 Sur combien de jours les épreuves se déroulent-elles ?

Elles se déroulent toujours sur une journée, généralement un samedi :

- matin : QC (3 heures) ;
- après-midi : histoire (2 heures) + langue vivante (1 heure).

Attention : les épreuves d'histoire et de langue vivante sont couplées : vous avez 3 heures pour réaliser les deux épreuves. Il faut donc bien gérer son temps.

9 Quelle est la date du concours écrit ?

Le concours aura lieu le samedi 20 avril 2024.

10 Où peut-on passer le concours ?

Il se passe dans les sept villes du réseau ScPo et dans neuf centres délocalisés (Guadeloupe, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Émirats arabes unis, Réunion, Guyane, Maroc, Thaïlande, Polynésie française).

11 Combien y a-t-il de places disponibles ?

Cela dépend de chaque IEP.

- Aix-en-Provence : environ 150 places en 2023.
- Lille : environ 180 places en 2023.
- Lyon : environ 171 places sur le campus de Lyon et 45 places sur le campus de Saint-Étienne, soit 216 places en 2023.
- Rennes : environ 140 places en 2023.
- Saint-Germain-en-Laye : 100 places en 2023.
- Strasbourg : environ 185 places en 2023.
- Toulouse : environ 180 places en 2023.
- Total : 1 151 places en 2023.

12 Le taux de sélectivité est-il important ?

Le concours est de plus en plus difficile, car de plus en plus de candidats s'y présentent (+ 56 % entre 2019 et 2022). En 2019, 9 800 candidats ont passé le concours commun des 7 IEP, pour un nombre de places de 1 160, soit un taux de 11,85 %. En 2022, ils étaient 13 796, ce qui donne un taux de sélectivité de 8,34 %. Ce taux varie selon les IEP, de 6 %, pour Lille, à 17 %, pour Toulouse. Mais la moyenne d'admission se situe autour de 8 %.

Le concours commun reste donc un concours difficile mais un peu moins que le concours d'entrée à Sciences Po Paris, voire à Sciences Po Bordeaux.

13 Y a-t-il une sélection sur dossier ?

Non, pas de sélection sur dossier, en dehors des notes de contrôle continu (moyenne des notes des deux langues vivantes) et des épreuves communes des deux spécialités de terminale.

14 Y a-t-il un entretien oral d'admission ?

Non, l'admission se fait uniquement sur la base des cinq notes coefficientées (celles du contrôle continu et celles obtenues aux épreuves écrites).

15 Existe-t-il une voie parallèle d'admission ?

Les sept Sciences Po ajoutent aux admis par le concours commun un effectif correspondant à 10 % de ceux-ci en admission parallèle. Ces étudiants sont admis par une procédure

dite « Mention Très Bien » et/ou une procédure concernant les candidats du programme d'études intégrées (PEI : le programme commun de démocratisation, ouvert aux étudiants de lycées défavorisés).

16 Comment se fait l'affectation dans l'un des sept IEP ?

Les étudiants obtiennent, en fonction de leur classement au concours, une affectation dans un ou plusieurs IEP. Les premiers classés ont donc le choix des IEP, les suivants ne pourront intégrer que les IEP pour lesquels il restera des places. En général, les IEP les plus demandés sont ceux de Lille et de Lyon.

17 Quelle moyenne faut-il obtenir pour être admis ?

En 2019, la moyenne du premier admis était de 17,17/20 et la moyenne du dernier admis sur liste principale de 12,02. En 2022, cette moyenne était exactement la même. La moyenne du dernier admis sur liste complémentaire était de 11,67/20. De façon globale, il faut considérer qu'il faut avoir moins de 12/20 de moyenne pour espérer intégrer l'un des sept IEP.

18 Comment est-on informé des résultats ?

Les résultats sont publiés sur Parcoursup, généralement fin mai ou début juin de l'année scolaire.

Une liste d'attente est toujours réalisée et des étudiants sont finalement admis après que certains étudiants ont refusé leur admission dans l'un des sept IEP, considérant par exemple qu'ils ont eu mieux comme Sciences Po Paris.

Vous n'aurez pas nécessairement l'IEP que vous avez choisi, en fonction de votre classement au concours. Cela dit, et même s'il existe des classements, un IEP quel qu'il soit reste une très bonne école post-bac et une excellente formation, en plus d'une ligne enviable sur un CV.

19 Y a-t-il des IEP meilleurs que les autres ?

Chaque année, il existe des classements des différents IEP en fonction de critères multiples. Nous vous conseillons de choisir les IEP en fonction de quatre critères dans l'ordre suivant :

- les formations proposées (notamment les masters) ;
- les partenariats avec les universités étrangères dans la perspective de l'année de mobilité (3^e année) ;

- la vie associative sur le campus ;
- la localisation géographique.

Certains IEP du réseau ScPo ont une très bonne réputation, à l'image de celui de Lille, mais tous proposent le même type de formation : deux premières années de tronc commun fondées sur cinq disciplines issues des sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, économie, droit, science politique), une année à l'étranger et une spécialisation en master (2 ans).

20 Faut-il faire une « prépa » ?

Les IEP communiquent sur le lien entre le programme et les épreuves du concours et ceux du lycée. En histoire, le programme de révision s'appuie clairement sur ce qui est étudié en terminale. Il en va de même en langue. Cela dit, une « bonne prépa » peut être une vraie valeur ajoutée.

Attention à bien la choisir. De nombreuses prépas font une publicité très agressive sur les réseaux sociaux, mais ce ne sont pas les meilleures ! Comparez vraiment les formules, le nombre d'heures de cours, vérifiez si les professeurs travaillent à SciencesPo ou pas... Le suivi réel des étudiants (et non pas simplement promis) est capital.



CONSEILS DU PROFESSEUR

1. Hiérarchiser les concours des IEP que vous voulez passer

Il existe dix IEP en France et quatre concours. Les IEP de Paris et de Bordeaux ont mis fin à leurs épreuves écrites, ce qui représente beaucoup moins de travail de préparation. Cela laisse donc plus de temps pour les deux autres concours, à savoir le concours commun et le concours de Grenoble.

À vous de voir, en fonction de vos objectifs professionnels et de votre capacité de travail, quels concours il est opportun de passer.

Si vous souhaitez vous présenter aux IEP de Paris, Bordeaux et Grenoble, nous vous conseillons : J. Calauzènes, *Sciences Po Paris, - Dossier Parcoursup et oral - Admission 2024*, Vuibert, 2023

2. Se préparer dès la première

C'est possible puisque le programme d'histoire ne change pas et puisque l'un des deux thèmes de questions contemporaines reste d'une année sur l'autre.

Cela permettra aussi d'anticiper, dès la première, sur le programme d'histoire de terminale et sur la démarche d'analyse d'un sujet en philosophie (avec l'épreuve de questions contemporaines).

3. Réserver des plages hebdomadaires de travail uniquement pour le concours commun

Cela peut être le soir, après les cours et/ou le week-end. L'idéal serait, l'année de terminale, de pouvoir dégager deux ou trois demi-journées dans l'année et un ou deux soirs par semaine.

4. Élaborer un planning de révisions

L'idéal est d'en faire un pendant l'année scolaire de première, pendant les vacances d'été entre la classe de première et la terminale, et pendant l'année de terminale jusqu'au concours.

Il faut élaborer un planning qui soit réalisable, à défaut de quoi cela va vous stresser encore plus. Pour cela, il faut donc bien connaître vos méthodes de travail. Vous devez savoir combien de temps va vous prendre la mémorisation d'un cours, le fichage d'un article...

5. Apprendre à apprendre

Les neurosciences montrent aujourd'hui de plus en plus comment la mémoire fonctionne. Celle-ci est d'abord liée à un bon sommeil. Elle fonctionne en outre bien plus sur de la régularité que sur un apprentissage intensif d'un seul coup. Il vaudra donc mieux effectuer des passages réguliers sur un cours pour le faire passer de la mémoire immédiate à la mémoire à long terme.

Enfin, n'oubliez pas qu'il existe plusieurs types de mémoire et que chaque individu est différent de ce point de vue. Certains mémoriseront plus facilement en lisant ou en soulignant un cours, d'autres en le récitant à haute voix, d'autres en faisant des fiches... À vous de déterminer quelle méthode fonctionne finalement le mieux.

6. S'entraîner régulièrement

Après le travail de mémorisation, il faut régulièrement faire des sujets d'annales ou, mieux, se poser des sujets. L'idéal serait de réaliser, pendant l'année de terminale, un sujet de chaque matière tous les mois (un sujet d'histoire, un sujet de QC, un sujet de langue).

7. Suivre régulièrement l'actualité

Non seulement cela vous préparera à la scolarité à Sciences Po, mais cela vous donnera des arguments pour préparer l'épreuve de questions contemporaines. De même, l'actualité du pays ou de l'aire géographique liée à la langue choisie au concours pourra aider à trouver des éléments pour l'essai.

Lire l'actualité, c'est feuilleter (en lisant quelques articles) tous les jours un journal quotidien (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*), c'est lire un hebdomadaire (*L'Express*, *L'Obs*), c'est aussi regarder les journaux télévisés (préférez celui d'Arte) ou podcaster des émissions de radio (France Culture, France Inter).

En questions contemporaines, cela permet d'analyser ce qui se passe dans le monde au prisme des deux thèmes qui sont proposés pour le concours.



PIÈGES À ÉVITER

1. Faire une impasse dans une matière

L'épreuve d'histoire ne propose qu'un seul sujet. Il n'est donc pas possible de ne pas réviser une partie du programme.

En questions contemporaines, deux sujets sont certes proposés, mais ils ne sont pas toujours sur deux thèmes différents. S'il n'est jamais arrivé que les deux sujets portent sur le même thème, à plusieurs reprises, un sujet a porté sur l'un des thèmes et l'autre sujet mêlait les deux thèmes.

2. Négliger l'une des trois matières du concours écrit

Privilégier une matière parmi les trois ne semble pas un choix très efficace. Les coefficients sont d'abord assez proches et il semble assez délicat de compter sur une excellente note dans une matière pour compenser une très mauvaise note dans une autre.

3. Négliger le lycée

Les résultats dans votre établissement comptent pour les deux langues vivantes et indirectement pour les épreuves communes de spécialité. Même si ces deux notes ne comptent que pour un coefficient total de 1,5 sur 9, celles-ci peuvent faire la différence pour être admis ou pour avoir l'IEP que vous souhaitez et ainsi remonter au classement.

4. Ne faire que lire, sans mémoriser

La préparation du concours commun se révèle en général intéressante. Elle permet d'accéder à des lectures originales, souvent enthousiasmantes. Le risque serait ici de ne faire que lire des documents sans chercher à mémoriser à proprement parler.

5. Ne pas se relire

Les résultats sont toujours extrêmement serrés : un échec au concours peut s'expliquer par à peine plus de 1/2 point manquant à la moyenne des trois épreuves (0,58 point a séparé en 2019 le dernier admis sur liste principale et le dernier inscrit sur liste complémentaire ; cela correspondait à un écart de 400 places). Il faut donc éviter de perdre des points, ce qu'une relecture attentive peut empêcher.

Les sept IEP

1 Sciences-Po Aix

L'IEP d'Aix propose des spécialisations tournées vers l'Europe méditerranéenne, le monde arabe et musulman ainsi que l'Amérique latine, et obtient de bons résultats quant aux concours administratifs. Il possède enfin un observatoire des religions.

Contact : 04 42 17 01 85 – admission@sciencespo-aix.fr

2 Sciences-Po Lille

L'IEP de Lille est particulièrement réputé pour sa formation en journalisme. Il propose des passerelles avec l'École supérieure de journalisme. Certains masters sont très demandés, comme celui en « gestion des conflits » ou en « management des institutions culturelles ». C'est l'IEP le plus demandé parmi ceux du réseau ScPo.

Contact : 03 20 90 48 61 – admission@sciencespo-lille.eu

3 Sciences-Po Lyon

L'IEP de Lyon permet de se spécialiser dans la plupart des grandes aires culturelles et linguistiques, dès la première année : l'Amérique latine et les Caraïbes, les États-Unis, l'Europe, l'Afrique subsaharienne contemporaine, le monde arabe contemporain, ainsi que le monde extrême-oriental contemporain. Cette dernière spécialisation est de plus en plus demandée par les étudiants.

Contact : 04 37 28 38 06 – infosconcours@sciencespo-lyon.fr

4 Sciences-Po Rennes

L'IEP de Rennes offre de très bons résultats en ce qui concerne les concours administratifs et de la haute fonction publique. Son master « Politiques et métiers du local et de l'urbain » est également très demandé. Enfin, l'IEP attire parce qu'il propose de nombreuses formations en alternance.

Contact : 02 99 84 19 58 – concours-iep@sciencespo-rennes.fr

5 Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye

L'IEP de Saint-Germain-en-Laye tend à se spécialiser en politique de la ville mais aussi sur certains concours, notamment celui de la DGSE. La recherche en sociologie y est également encouragée. Il présente un avantage indéniable : classé comme un IEP de province, il permet aux étudiants de demeurer à Paris ou en région parisienne, ce qui offre des opportunités en termes de stages par exemple. L'IEP de Saint-Germain-en-Laye permet aux étudiants de poursuivre durant la quatrième année des doubles diplômes, notamment IEP/ESSEC.

Contact : 01 30 87 47 66 – cc1a@sciencespo-saintgermainenlaye.fr

6 Sciences-Po Strasbourg

L'IEP de Strasbourg présente également de grands avantages et de belles opportunités dans les métiers liés à l'Europe et à l'Union européenne, voire à la fonction publique internationale. Il a de très bons résultats dans le cadre de sa préparation au concours de l'ENA et ses masters en économie et en finance sont très demandés.

Contact : 03 68 85 83 75/89 49 – scolarite.iep@unistra.fr

7 Sciences-Po Toulouse

L'IEP de Toulouse propose divers masters en défense et sécurité particulièrement prisés des étudiants. D'autres formations font également la réputation de cet établissement, comme le master « Politique, discrimination, genre » pour ceux qui souhaitent se spécialiser dans les *gender studies*. Enfin, l'établissement offre la possibilité de suivre le double cursus IEP/Management en partenariat avec la Business School de Toulouse.

Contact : 05 61 11 02 68 – concours@sciencespo-toulouse.fr

8 Données générales sur les IEP

Voici quelques données sur les différents IEP :

IEP	Candidats au concours de 1 ^{re} année	Admis en 1 ^{re} année	Spécialisés en master 2	Professeurs permanents	Inter-venants extérieurs	Coût annuel de la scolarité (en €)	Boursiers (%)	Salaire d'embauche brut annuel (€)	Budget (M€)
Paris ¹	15 284	1 630	30	257	4 500	13 000	25	37 500	197
Bordeaux ¹	5 963	275	18	65	300	6 300	28	35 500	7,7
Grenoble	4 500	200	17	71	350	1 300	36	32 000	5

1. Concours uniquement post-bac.

Aix-en-Provence	13 800	160	13	61	450	812	31	30 000	5,5
Lille	13 800	264	21	44	530	4 000	30	35 000	6,1
Lyon	13 800	241	19	67	420	3 770	31	32 000	4,3
Rennes	13 800	183	15	45	500	4 084	25	30 000	4
Saint-Germain-en-Laye	13 800	110	25	8	258	4 034	25	30 000	N. C.
Strasbourg	13 800	185	16	67	408	3 243	26	31 000	1,7
Toulouse	13 800	250	12	56	350	3 350	31	28 800	4,3

Source : https://www.challenges.fr/emploi/classement-des-ecoles-de-commerce/sciences-po-toujours-plus-de-candidats-pourquoi-y-aller-ou-pas_793333.

À savoir : il ne s'agit pas d'un classement. Les données ont été collectées auprès des écoles, de leur site Internet et du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Témoignages

1 Témoignages de membres du jury

■ Privilégier la réflexion à la récitation

Je privilégie – et on nous demande de privilégier – la réflexion à l'accumulation de connaissances et de références dans les devoirs de questions contemporaines. Le but reste de croiser différentes approches, différentes disciplines, pour construire un raisonnement cohérent. (...) Les candidats doivent comprendre que c'est un peu comme pour l'épreuve de philosophie du bac, mais en ne mobilisant pas que des connaissances philosophiques.

J., professeur de philosophie, correcteur de l'épreuve de QC au concours commun.

■ Soigner la copie

Ce n'est peut-être pas le plus important, mais cela compte plus ou moins consciemment pour le correcteur : la présentation, l'orthographe, la syntaxe, la qualité de l'écriture... sont des éléments qui affectent notre façon de noter, quelle que soit la discipline. (...) Et puis à quoi bon laisser entrer à Sciences-Po un étudiant ou une étudiante qui ne maîtrise pas l'écrit ? qui ne maîtrise pas bien l'argumentation ? (...) Il n'y a rien de pire pour un correcteur que de ne plus savoir où l'auteur de la copie veut en venir...

C., correctrice de l'épreuve d'histoire.

■ Appliquer la méthode de l'analyse de documents

En histoire, la difficulté reste surtout d'éviter la paraphrase. Beaucoup trop d'étudiants se contentent de répéter ce que disent les documents sans ajout de connaissance ni élément critique. Les copies qui appliquent vraiment la méthode sont donc valorisées.

X., correctrice de l'épreuve d'histoire.

■ Faire le moins de fautes possible

Les consignes de correction, communes aux sept IEP, nous demandent avant tout de porter une attention particulière à la qualité de la langue. Les étudiants qui présentent un tel concours doivent certes être en mesure de témoigner d'un vocabulaire riche, mais surtout ils doivent être capables de nous montrer qu'ils sont en mesure de s'exprimer en anglais avec des tournures idiomatiques, sans faute. (...) La technique de l'essai, très différent d'une dissertation en français, doit être maîtrisée.

N., correctrice en anglais.

2 Témoignages de lauréats

■ Une bonne gestion du temps : la clé du succès

Je crois que ce qui m'a sauvée et qui m'a permis d'avoir le concours, c'est la bonne gestion du temps à laquelle je m'étais entraînée. Au début, je voulais toujours tout dire, je ne lâchais pas mon plan tant que je considérais qu'il n'était pas parfait... Et je ne terminais pas. Grâce à l'un de mes professeurs, j'ai compris que, dans le cadre d'un concours difficile, le but était de rendre un travail qui correspondait aux attentes, même si ce dernier pouvait difficilement être parfait. J'ai alors repris la méthode, notamment en QC, et je me suis employée à passer les étapes une à une, en me chronométrant... Cette année, j'ai fini tous mes devoirs dans les temps et j'ai même eu le temps de me relire dans les trois matières.

A., admise à l'IEP de Lille en juin 2019.

■ Travailler régulièrement

Dès la fin de l'année de première, je me suis astreint à travailler un peu tous les jours, et de façon croissante, pour le concours commun des IEP. En entrant en terminale, je m'étais fixé un programme comme suit : lundi soir et samedi après-midi : histoire, mercredi soir et dimanche matin : actualité et QC, une partie du mercredi après-midi, anglais. (...) J'ai réussi à tenir jusqu'au concours, malgré le travail en plus pour le lycée, les bacs blancs, les devoirs à rendre. Cela a été intense, surtout à la veille des vacances de février, mais j'ai réussi.

F., admis à l'IEP de Rennes en juin 2019.

■ Ne pas négliger les notes de Terminale et du baccalauréat

J'ai assez bien réussi, me semble-t-il, à gérer la préparation du concours sans négliger mon année de Terminale. Cela m'a permis de finir avec une moyenne de 18,6/20 en langues et de 19/20 en spécialités au bac. Cela n'a pas été déterminant dans mon admission au concours mais m'a fait gagner quelques places pour me permettre d'avoir l'IEP que je voulais.

J., admise à l'IEP de Lille en 2023.

PARTIE 1

Questions contemporaines

- 24** Présentation de l'épreuve
- 27** Méthodologie en 8 étapes
- 36** **Thème 1. L'alimentation**
- 36** Cours
- 36** Chapitre 1. L'alimentation, une question d'abord politique ?
- 43** Chapitre 2. L'économie de l'alimentation
- 51** Chapitre 3. L'alimentation et le bien commun
- 58** Chapitre 4. L'alimentation, un fait humain total
- 64** Sujets corrigés
- 82** Les références incontournables
- 87** **Thème 2. Le corps**
- 87** Cours
- 87** Chapitre 1. Le corps : un champ du politique
- 94** Chapitre 2. Le corps, un enjeu économique, scientifique et social
- 102** Chapitre 3. Le corps, un enjeu culturel et sociétal
- 110** Chapitre 4. Le corps, un enjeu anthropologique et religieux
- 118** Sujets corrigés
- 127** Les références incontournables

Présentation de l'épreuve

- **Intitulé exact de l'épreuve** : « dissertation de questions contemporaines »
- **Durée** : 3 heures
- **Coefficient** : 3
- **Thèmes 2022** : La peur ; L'alimentation

1 En quoi consiste l'épreuve ?

Le réseau ScPo maintient le format existant pour le concours 2022 : les candidats sont donc évalués sur la production d'une dissertation. Deux énoncés sont proposés mais un seul doit être traité. Chaque énoncé porte en général sur un thème : les deux thèmes se trouvent ainsi également représentés (même si, en théorie, deux énoncés sur un même thème demeurent possibles). Une approche transversale n'est enfin pas à exclure pour l'un des deux énoncés.

L'intitulé « Questions contemporaines » signifie que la culture générale doit être mise au service d'une réflexion construite et argumentée sur des enjeux contemporains. Il ne s'agit donc pas d'un exercice d'érudition. Dans la mesure où le concours s'adresse à de futurs bacheliers ou à des bacheliers récents, la culture attendue relève d'abord des enseignements de tronc commun du lycée (histoire, géographie, philosophie, éducation civique et morale, littérature, enseignement scientifique). La culture transmise par certains enseignements de spécialité – en particulier la spécialité « Sciences économiques et sociales », ainsi que la spécialité « Histoire géographie géopolitique science politique » – constitue également un socle appréciable. Les candidats doivent enfin porter leur attention sur les rapports possibles entre l'actualité et les thèmes du concours.

2 Quels sont les enjeux de l'épreuve ?

L'enjeu de l'épreuve est de répondre aux trois exigences de la dissertation : la maîtrise de la méthode, la capacité à produire une rédaction correcte et claire sur la forme, et la mise en œuvre d'une pensée problématisée et construite de façon progressive. Englobant ces trois points, l'attention des correcteurs se porte ensuite sur la capacité des candidats à présenter et à analyser les débats qui traversent la société contemporaine.

3 Quelles sont les compétences attendues ?

Quatre attendus – tous déclinés en une série de compétences – concourent à la sélection des candidats selon le réseau ScPo :

Attendu 1 Savoir construire une problématique à partir d'un sujet. Ce point de méthode doivent faire l'objet d'un entraînement régulier. Les compétences attendues sont les suivantes :

- savoir analyser un sujet de façon à en déduire un fil conducteur pour l'ensemble de la dissertation ;
- savoir comprendre et définir les termes essentiels du sujet en fonction de l'ensemble de son énoncé afin que la problématique proposée soit justifiée par son analyse ;
- savoir repérer les enjeux contemporains du sujet.

Attendu 2 Savoir construire sa réflexion de façon logique, ordonnée et progressive. Cette formation de l'esprit requiert à la fois une maîtrise de la méthode et de s'entraîner à échanger des arguments. Les compétences attendues sont les suivantes :

- savoir rédiger une introduction ;
- concevoir un plan structurant la démonstration ;
- savoir argumenter ;
- savoir ménager des transitions ;
- savoir conclure.

Attendu 3 Savoir investir ses connaissances dans une réflexion personnelle. Dans la mesure où les deux thèmes de Questions contemporaines sont connus très longtemps à l'avance, les candidats doivent s'être préparés à partir des lectures, d'un suivi de l'actualité et des exercices d'entraînement. Les compétences attendues sont les suivantes :

- savoir mettre ses connaissances au service de la réflexion personnelle ;
- savoir mobiliser des connaissances issues de domaines disciplinaires différents ;
- proposer des exemples pertinents.

Attendu 4 Maîtriser les règles essentielles de l'expression écrite. L'objectif est de proposer un exposé clair et lisible. Les compétences attendues sont les suivantes :

- savoir être lisible et compréhensible ;
- savoir adapter son registre de langue au contexte d'un concours ;
- maîtriser les règles fondamentales de l'orthographe et de la grammaire.

4 Quelles sont les difficultés de l'épreuve ?

- La nécessité d'articuler des savoirs différents, des exemples d'actualité et une pensée problématisée impose une gestion du temps rigoureuse.
- L'épreuve n'est pas un exercice d'érudition et ne doit pas prendre la forme d'une juxtaposition de références, mêmes pointues.
- Les exemples pris dans l'actualité ne peuvent pas constituer des arguments en soi, au risque de transformer la dissertation en une présentation sérielle de faits d'actualité.
- La diversité des disciplines qui peuvent être utilisées est à la fois une chance et un écueil : les candidats doivent former leur pensée à l'aide de savoirs issus de différentes approches sans forcément rechercher l'exhaustivité, ni trop privilégier un seul champ disciplinaire.

Méthodologie en 8 étapes

Étape 1 Gérez votre temps

EXTRAIT DU RAPPORT DU JURY 2015

Ce que l'on demande surtout est que le candidat [...] dispose du temps nécessaire pour aller au bout de sa construction.

L'épreuve de questions contemporaines dure 3 heures. Il est important de bien s'organiser pour réussir la dissertation dans les temps. Voici une proposition d'organisation décomposant les différentes étapes de votre travail.

Étapes de votre travail	Temps
Choix du sujet	5 minutes
Analyse au brouillon des mots-clés du sujet	10 minutes
Problématique	5 minutes
Recherche des idées et mise en place du plan	40 minutes
Rédaction de l'introduction	10 minutes
Rédaction au brouillon de la conclusion	5 minutes
Rédaction du développement	90 minutes
Reprise au propre de la conclusion	5 minutes
Relecture	10 minutes
	Total : 3 heures



PIÈGES À ÉVITER

- Ne pas être pourvu d'une montre.
- Laisser la dissertation inachevée.



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- S'entraîner au préalable de façon chronométrée.
- Se donner un temps équilibré pour la rédaction de chaque partie.

Étape 2 Choisissez et analysez le sujet

EXTRAIT DU RAPPORT DU JURY 2019

Il est donc absolument indispensable qu'à un moment ou un autre, de préférence très tôt même si ce n'est pas forcément dans l'introduction, les termes du sujet soient clairement définis [...]. Et l'attention doit évidemment porter sur l'ensemble des termes du sujet : "Faut-il..." semble désigner un impératif qu'il faudra donc nécessairement interroger.

Deux sujets sont proposés tous les ans. Il faut en choisir un, sans hésiter à prendre le temps nécessaire (réfléchir aux connaissances mobilisables, à une éventuelle problématique). Il arrive parfois que l'un des deux sujets croise les deux thèmes au programme : il n'est pas interdit non plus que le concours commun propose deux sujets sur le même thème.

Deux types de sujets sont présentés :

- des questions ouvertes, assez générales. Exemple : « Le risque zéro est-il possible ? » ;
- deux termes rapprochés par un mot-clé. Exemple : « Argent et démocratie ».

Une fois le sujet choisi, il faut commencer l'analyse au brouillon. Celle-ci ne doit négliger aucun mot du sujet, en faisant bien attention aux mots de liaison et aux adverbes. Il faut recopier l'intégralité du sujet sur chacune des feuilles utilisées pour le brouillon, afin de ne jamais perdre de vue le sens général du sujet.

L'analyse est une étape essentielle : elle vise à décortiquer le moindre mot, à en révéler tous les sens possibles, et à donner ensuite à l'ensemble de l'intitulé toutes les perspectives envisageables. Pour y arriver, il faut passer par un moment de *brainstorming*, c'est-à-dire mobiliser tout ce à quoi le sujet fait penser.

Il convient, en particulier, de faire porter l'attention sur la tournure du sujet :

- un sujet du type « Faut-il ? » peut renvoyer à un sens rationnel, à un devoir moral ou encore à un lieu commun ;
- un sujet du type « Peut-on ? » est ambigu, car il peut aussi bien avoir un sens moral que signifier une capacité ;
- un sujet en forme de citation ne nécessite pas de connaître de façon approfondie la pensée de l'auteur, mais il est toujours bienvenu d'être capable de la présenter.

Enfin, il faut faire attention à l'inclusion du pronom personnel « vous » impliquant dans le sujet, dans un intitulé du type : « Le système d'enseignement en France vous paraît-il assurer l'égalité des chances ? » Il ne s'agit évidemment pas de défendre un point de vue exclusivement personnel, mais l'inclusion de ce pronom engage à personnaliser la réflexion, c'est-à-dire à aller au-delà d'une simple démonstration dialectique.



PIÈGES À ÉVITER

- Faire une impasse sur l'un des deux thèmes au programme.
- Changer de sujet en cours de route.
- Choisir le sujet le plus difficile en pensant que cela rapportera plus de points.



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Prendre le sujet pour lequel un socle suffisant de connaissances permet une analyse approfondie et pour lequel une problématique émerge rapidement.
- Prendre en compte l'éventuelle polysémie des mots du sujet et bien mettre en évidence ses possibles ambiguïtés.

Étape 3 Définissez la problématique

EXTRAITS DE RAPPORTS DU JURY

« La problématisation permet de déterminer les enjeux, les éléments de contextualisation. Elle est essentielle. C'est elle qui va organiser la réflexion et l'argumentation. Une dissertation doit répondre à une ou des questions posées, et les développements constituent toujours les étapes de la démonstration. » (Rapport du jury 2014)

Le rapport du jury 2018 précise en outre : « Face à des candidats bien préparés, les correcteurs ne sont pas surpris d'un bon niveau de connaissances. Ils auront alors tendance à être plus stricts sur la justification des problématiques choisies par les candidats et, quelquefois, à accorder une prime à l'originalité dans la construction du devoir et de l'argumentaire [...]. »

La problématique est un fil directeur rédigé sous la forme d'une question fondamentale, reprenant les aspects majeurs du sujet. La formule retenue doit permettre d'identifier :

- un angle d'approche synthétique mais suffisamment ouvert pour permettre, de manière implicite *a minima*, de comprendre la diversité des thématiques à aborder ;
- un paradoxe qui interroge la société contemporaine, en soulevant une contradiction temporelle ou spatiale, en interrogeant les normes et leurs limites, etc.



PIÈGES À ÉVITER

- Utiliser des formules lourdes du type : « On pourrait se demander si... » ou « La problématique est la suivante : ... ».
- Ne pas reprendre *stricto sensu* les termes du sujet, faute de quoi la problématisation sera considérée comme nulle et non avenue.



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Trouver une formule qui donne à penser de façon complexe, en associant deux pôles antagonistes comme l'opposition et la complémentarité.
- Utiliser des termes qui démontrent la compréhension du sujet et en même temps la contradiction sur laquelle le sujet ouvre.

Étape 4 Rassemblez les idées

EXTRAIT DU RAPPORT DU JURY 2019

Trop de copies se contentent d'énumérer et d'enchaîner des exemples sans suffisamment se demander en quoi ils contribuent à traiter le sujet. Un exemple, on l'a dit, illustre une proposition, ou un argument, un raisonnement, une affirmation générale, qui ont préalablement été énoncés et qui entretiennent un vrai rapport avec le sujet ; il ne s'y substitue pas. Surtout, il faut absolument éviter, en guise d'exemples, les faits ou pire les anecdotes du moment, inspirés par une surmédiatisation, mais qui n'ont qu'un rapport lointain avec la réflexion demandée – voire aucun [...].

Le rassemblement des idées consiste à mettre par écrit, au brouillon, dans n'importe quel ordre apparent, les idées qui sont les plus à même de répondre au sujet. Il peut ensuite être pertinent de procéder à la manière d'une carte mentale, en repartant du sujet comme centre de la carte et en connectant chaque idée à des branches afin de faire émerger des liens entre les idées, de voir lesquelles développent, nuancent ou critiquent d'autres idées, et de mettre à l'écart des idées qui ne seraient connectées à aucune branche.

La recherche des idées doit par ailleurs tenir compte du type de sujet.

- Un sujet centré sur une notion (« Qu'est-ce que l'école apporte à la société ? ») demande à fouiller l'origine, l'historicité, les ambiguïtés et les usages différenciés selon les disciplines ou les idéologies de la notion.
- Un sujet centré sur deux notions (« Mondialisation et contestations ») ne doit pas être traité comme s'il s'agissait d'une alternative. Il ne faut surtout pas séparer les deux notions (et notamment en faire des parties distinctes). Il est essentiel d'explorer toutes les relations qui les unissent, les rapprochent ou les distinguent, voire les opposent : causalité, concordance, partie et tout, corrélation, dialectique, rapprochement-exclusion, etc.
- Un sujet centré sur une alternative (« La démocratie doit-elle être politique ou sociale ? ») amène à explorer chacun des choix ; mais il est impératif de dépasser cette alternative pour répondre au sujet et ne pas se laisser enfermer dans une opposition rhétorique.

- Un sujet centré sur une possibilité (« Peut-on être à la fois radical et démocrate ? ») ou l'impératif (« Doit-on faire confiance à la justice ? ; Faut-il tout démocratiser ? ») demande de distinguer deux types de possibilités : le droit (« A-t-on le droit de ? ») et la capacité réelle (« A-t-on les moyens de ? »).
- Un sujet centré sur une fonction (« La mémoire, un fondement politique de la société ? ») ou sur un prédicat (« L'armée, une fonction démocratique ? ») doit partir de l'analyse de la fonction ou du prédicat pour ensuite dépasser cette première approche, dans le sens d'une perspective plus large ou abordant d'autres fonctions.
- Un sujet centré sur une citation doit partir de la compréhension de la citation, afin de pouvoir ensuite la discuter.



PIÈGES À ÉVITER

- Restreindre à un ou deux aspects (ex. : actualité, histoire).
- Préparer un catalogue qui empêcherait de faire émerger un plan.
- Gardez-vous de tout hors-sujet : une dissertation présente des arguments et des exemples qui doivent tous pouvoir être connectés entre eux et avec le sujet.



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Rechercher toutes les idées disponibles, en épuisant tous les aspects (actualité, politique, société, économie, culture, histoire, géographie, philosophie, sciences, autres sociétés et civilisations, etc.).
- Rechercher tous les liens possibles entre les idées (au moyen d'une carte mentale, de flèches, de couleurs différentes...).

Étape 5 Construisez le plan détaillé au brouillon

EXTRAITS DE RAPPORTS DU JURY

« Il n'existe pas de "doctrine" en la matière entre le "modèle Sciences po" du plan en deux parties et la tradition des dissertations d'histoire construites en trois parties. Ce que l'on demande surtout est que le candidat soit à l'aise avec son plan [...] » (Rapport de jury 2015)

Le rapport du jury 2019 précise : « Une dissertation doit être construite par étapes successives dont la logique est pertinente. Trop de copies affirment de façon artificielle et inauthentique une chose dans une partie puis, sans autre explication, le contraire dans la partie suivante. Un plan assure une progression, ou des convergences [...]. Un plan ne consiste pas à énoncer des contradictions sans aucune conviction. »

Le plan comporte deux ou trois parties, sans préférence particulière. La troisième partie n'est pas obligatoire. Néanmoins, si elle permet de dynamiser et de dépasser le sujet, elle est tout à fait souhaitable. L'essentiel est de ne pas s'enfermer dans une opposition stérile.

Le plan doit être détaillé : sa précision doit être la plus grande possible. Il s'agit donc de mentionner les titres des parties (I, II, III), des sous-parties (A, B, C) et des arguments (1, 2, 3). Attention : tous les éléments doivent faire l'objet d'une argumentation justifiée par un exemple précis et concret (référence à un fait politique, historique, social, à un ouvrage ; chiffres, statistiques, citation...).

Plusieurs types de plans peuvent être envisagés, à condition d'être clairs et de comporter une démonstration.

- Le plan thématique convient bien aux sujets sous la forme de questions ouvertes ou croisant deux notions affirmatives. Ce plan peut s'avérer très judicieux, à condition d'explorer plusieurs approches dans l'analyse (Étape 2) et de proposer une articulation où chaque thème nuance et met en perspective le thème précédent.
- Le plan dialectique convient aux sujets qui mettent en évidence un antagonisme :
 - I. Oui ou non (avec explication de la raison principale qui servira de fil conducteur à la partie) ;
 - II. Mais (avec explication de la raison principale qui servira de fil conducteur à la partie) ;
 - III. Si possible une synthèse qui apporte une solution conciliant les points de vue ; sinon un dépassement du sujet démontrant que les termes de la dialectique doivent être reformulés.
- Le plan explicatif a le mérite de la clarté, tout en restant très classique :
 - I. Causes, origines du problème ;
 - II. Caractéristiques et modalités de ce problème ;
 - III. Conséquences et/ou limites.



PIÈGES À ÉVITER

- Rechercher l'originalité à tout prix au détriment de la qualité et de la cohérence.
- Se limiter au seul plan explicatif en cas de sujet sous forme de question ouverte.
- Aborder une seule discipline par partie (I. Philosophie ; II. Histoire ; III. Sociologie).



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Clarté du plan.
- Précision du plan.
- Capacité à proposer une progression démonstrative.

Étape 6 Rédigez l'introduction et la conclusion

EXTRAITS DE RAPPORTS DU JURY

« Face à des candidats bien préparés, les correcteurs ne sont pas surpris du niveau des connaissances. Ils auront alors tendance à être plus stricts dans la justification des problématiques choisies par les candidats [...]. » (Rapport du jury 2018)

Le rapport du jury 2019 précise : « Enfin, la conclusion doit... conclure. Non pas reformuler le sujet, ou un autre sujet ou énoncer un élément nouveau trouvé en dernière minute, mais montrer à quoi aboutit l'ensemble de la réflexion qu'on vient de proposer. Un bon test consiste à relire son introduction et à concevoir sa conclusion de façon à résoudre le ou les problème(s) qu'on a évoqué(s) au départ. »

L'introduction se rédige dans un premier temps au brouillon. Elle est ensuite recopiée au propre. Cette préparation est nécessaire, car l'introduction donne le ton à l'ensemble de la copie.

Elle se compose obligatoirement de quatre parties :

- l'accroche est une référence puisée dans l'actualité, dans la culture (roman, pièce de théâtre, film), dans l'histoire (événement, citation datée et contextualisée). Elle ne doit pas être trop anecdotique et triviale. Il faut surtout en faire une analyse qui permette d'aborder le sujet. Mobiliser une opinion commune est possible, à condition que celle-ci fasse l'objet d'une déconstruction amenant au sujet ;
- la définition des termes reprend l'analyse du sujet. Il ne faut cependant pas faire étalement de définitions juxtaposées, mais poser tous les enjeux du sujet (en indiquant éventuellement les éléments de débats entre des auteurs) ;
- la problématique est à formuler de préférence sous la forme de question(s), afin qu'elle se détache de l'introduction et donne matière à réflexion ;
- l'annonce du plan doit éviter les formules trop alambiquées (« une première partie sera en priorité dédiée à l'examen de... ») ou trop lourdes (« on va commencer par... »). La clarté doit être le maître mot.

La conclusion gagne à être rédigée, au moins dans ses grandes lignes, au brouillon, avant d'être recopiée au propre à la fin du devoir. Surtout, elle peut être préparée juste après l'introduction afin d'avoir en tête, avant même la rédaction du développement, le début et la fin de la démonstration (ce qui peut éviter de s'écarter du sujet ou d'en sortir). Cela permet en outre de mieux gérer son temps, sans avoir à préparer toute la conclusion à la fin du temps imparti.

La conclusion se compose de trois parties :

- le résumé de ce qui a été démontré ;
- la réponse aux problématiques et, éventuellement, un avis personnel argumenté et nuancé ;

- l'ouverture qui doit permettre d'aborder une réflexion connexe d'actualité (qui n'est pas dans le sujet), de prospective (en présentant des *scenarii* possibles pour le futur). Il est préférable de ne pas faire d'ouverture en cas d'absence d'idée.



PIÈGES À ÉVITER

- Pour l'introduction, écrire une accroche trop banale. Éviter les accroches qui commencent par « de tout temps ».
- Pour l'introduction, omettre la définition de certains termes du sujet et les formuler de façon non rédigée, sous forme de tirets.
- Pour la conclusion, confondre le résumé et la réponse à la problématique.
- Pour l'ouverture, poser une question passe-partout (« On pourrait se demander si... », « Qu'advient-il donc de la démocratie dans le futur », etc.).



CRITÈRES DE RÉUSSITE

- Dégager tous les enjeux du sujet dans l'introduction.
- Annoncer très clairement le plan suivi dans l'introduction.
- Donner une réponse claire et précise aux problématiques dans la conclusion.

Étape 7 Rédigez le développement

EXTRAITS DE RAPPORTS DU JURY

« Les développements structurés par le plan obéissent à une règle simple : une idée, une illustration, éventuellement une nuance ou une perspective critique ». (Rapport du jury 2014)

Le rapport du jury 2018 ajoute : « Une copie qui s'intéresse seulement à l'analyse de l'énoncé du sujet, au sens des termes en jeu, est souvent trop abstraite et bientôt creuse ; une copie qui ne comprend que des exemples, même précis et variés, ne donnera pas le sentiment de répondre à la question posée ni de traiter le sujet. »

La rédaction du développement doit exclusivement se faire au propre, en suivant le plan détaillé sans rien y changer. La qualité de la rédaction est importante : les phrases claires, concises et précises sont à privilégier. Le développement est une démonstration : il ne s'agit pas de raconter mais de convaincre, en faisant suivre l'explication de chaque idée d'un exemple, là encore clair et précis.

Des liens logiques doivent être présents pour établir des causalités, des contradictions, des nuances, des oppositions, des approfondissements (d'abord, ensuite, cependant, c'est pourquoi, par conséquent, par ailleurs, en outre, etc.).

**PIÈGES À ÉVITER**

- Changer d'organisation au dernier moment (mieux vaut suivre scrupuleusement le plan préparé).
- Réciter un catalogue de connaissances monocorde et sans démonstration.
- Faire des digressions, qui ne sont que du bavardage et n'apportent rien à la démonstration.

**CRITÈRES DE RÉUSSITE**

- Aérer le devoir afin de guider la lecture lors de la correction.
- Annoncer le fil directeur de chaque partie, en précisant brièvement les idées abordées dans chaque sous-partie.
- Utiliser des connecteurs logiques variés pour démontrer votre capacité à construire une démonstration.
- Soigner les transitions, en rappelant ce qui a été démontré et ce qu'il reste à démontrer.

Étape 8 Relisez votre travail

EXTRAIT DU RAPPORT DU JURY 2019

Même sans faire preuve d'un "style" particulièrement "brillant", qui n'est pas exigé du moment qu'on est compréhensible, un minimum de correction dans l'usage de la langue est requis. Un mode d'expression simple, mais qui répond à cette exigence ne sera pas pénalisé, au contraire. Les copies difficiles à lire ou à comprendre [...] deviennent difficilement compréhensibles et sont pénalisées en conséquence. [...] Écrire, c'est nécessairement penser à ceux qui liront...

La relecture est une étape nécessaire. Elle n'a pas pour objectif de revenir sur les idées ou les exemples apportés dans la dissertation. Elle doit porter sur l'orthographe et la syntaxe de façon prioritaire. Se relire permet d'éviter de perdre des points précieux – qui peuvent potentiellement décider de l'intégration à un IEP. Se relire peut également permettre de corriger des formulations qui obscurciraient le propos, pour gagner en clarté et rendre ainsi la copie plus aisément lisible : c'est là un atout pour convaincre.

**PIÈGES À ÉVITER**

- Ne relire que l'introduction ou la conclusion.
- Se lancer dans un examen minutieux qui empêcherait de consacrer l'essentiel du temps à la rédaction.

**CRITÈRES DE RÉUSSITE**

- Identifier les fautes d'orthographe ou de syntaxe commises en raison du stress et de l'urgence.
- Penser à la personne qui va lire la dissertation et se demander quelle formulation pourrait être confuse.

Thème 1. L'alimentation

CHAPITRE 1

L'alimentation, une question d'abord politique ?

DÉBAT

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022 a remis sur le devant de la scène les débats autour de la guerre de conquête de type impérialiste, que l'on croyait reléguée au passé. En réalité, les nouveaux outils de la guerre (le terrorisme, la cyberguerre) ont seulement occulté les formes de conflits plus classiques (la guerre asymétrique, les conflits de haute ou de basses intensités). Mais le ^{xxi}e siècle semble désormais marqué par le retour de la question de l'alimentation, à travers trois cas de figure pourtant anciens : le ravitaillement, la conquête des terres agricoles et le blocus des ports, la politique de la terre brûlée. Le constat semble implacable, mais laisse tout de même la discussion ouverte : ce retour vers le passé est-il le fait d'une puissance rétrograde incapable d'élever son seuil technologique ou annonce-t-il les conflits de l'Anthropocène où la ressource devient rare ?

1 L'alimentation, une arme géopolitique

L'analyse géopolitique classique – centrée sur la capacité d'un État à projeter sa puissance à travers l'outil militaire – distingue trois types de rapport entre l'alimentaire et le militaire : l'alimentaire pour le militaire, le militaire pour l'alimentaire, et le militaire par l'alimentaire.

A. L'alimentaire pour le militaire

L'alimentaire pour le militaire désigne la question du ravitaillement, qui précède et suit toute action militaire, quelles que soient l'échelle et la durée considérées, aussi bien en direction des armées que des populations civiles. Se projeter en dehors de son territoire ou assurer la défense du territoire requiert en effet d'être en capacité d'assurer les conditions d'exercice de la projection ou de la défense. Cette idée est déjà pleinement intégrée dès l'Antiquité. L'expansion romaine à grande échelle, à partir du 1^{er} siècle av. J.-C., n'a ainsi

été possible qu'en raison d'une parfaite maîtrise du ravitaillement des légions, calqué sur le modèle de l'approvisionnement de la ville de Rome, organisé par un magistrat essentiel, le préfet de l'annone. Pour les légions, l'alimentation est centrée autour du blé, une céréale très nourrissante et au cœur des productions agricoles méditerranéennes. L'apport en blé est tellement important que l'on distingue sa gestion de celle des autres provisions alimentaires. Cela signifie que l'armée romaine dépend de flux de blé à l'échelle de l'empire. Il est donc essentiel pour celui-ci de maîtriser les provinces qualifiées de « greniers à blé » (l'Égypte notamment). Les chefs militaires cherchent cependant à varier l'alimentation pour relever le moral des troupes.

Le ravitaillement des civils en temps de paix est essentiel pour éviter les révoltes frumentaires et assurer la cohésion du peuple. La question du ravitaillement est surtout prioritaire en temps de guerre car cette dernière crée la pénurie alimentaire, elle-même à l'origine du rationnement. Le cas de la Seconde Guerre mondiale permet d'appréhender ce thème. En France, en 1938, la loi Paul-Boncour prévoit pour l'État la possibilité de diriger la production agricole, de réquisitionner et de distribuer les denrées alimentaires en cas de guerre. En 1939, le ministère du Ravitaillement est créé. Le rationnement est enfin mis en place au printemps 1940, à partir d'un système de tickets qui demeure en vigueur jusqu'en 1949. En effet, la reconstruction prend du temps et la guerre fait souffrir les organismes, ce qui explique par exemple la distribution de lait dans les écoles primaires après la Seconde Guerre mondiale. Durant la guerre, l'occupant doit tenir compte de la crise alimentaire. Les autorités allemandes mettent en place des importations de céréales en Belgique et relancent la production pour donner une image positive et éviter la faim, source de révoltes et d'incapacité à travailler – au profit de l'occupant.

B. Le militaire pour l'alimentaire

Le militaire pour l'alimentaire désigne la conquête des terres agricoles ou fournissant des denrées alimentaires. Il s'agit d'une donnée majeure au XIX^e siècle pour les États confrontés à la croissance démographique en Europe et aux États-Unis. De même, en 1941, l'opération Barbarossa correspond à la volonté d'Hitler de s'emparer des tchernozioms – des sols noirs très fertiles en Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) – pour nourrir son « espace vital ». Aujourd'hui encore, après l'échec d'une invasion rapide de l'Ukraine par la Russie et la destruction de l'appareil industriel du Donbass, l'annexion de ces riches terres agricoles pourrait donner un avantage à l'exportation à la Russie. Au-delà des terres agricoles, il faut prendre en compte le processus de territorialisation des espaces maritimes à travers le principe de la zone économique exclusive (ZEE), consacrée dans le droit international (Convention de Montego Bay, 1982). Les États peuvent adopter deux positions, conjointement ou successivement selon leurs intérêts. La Chine et le Japon, pourtant peu soupçonnés d'être des alliés, ont mis en place des zones de pêche partagées au sein de leurs ZEE : accéder aux ressources est en effet vital pour les deux pays. De même, l'Union européenne (UE) fixe des quotas pour partager au mieux les ressources entre les États membres. Mais le Brexit a montré que les conflits autour de la pêche peuvent très vite reprendre lorsque la discorde politique s'empare de l'alimentaire (avec la question des licences de pêche pour les Français).

C. Le militaire par l'alimentaire

Le militaire par l'alimentaire désigne enfin les techniques militaires directes ou indirectes visant à obtenir des succès sur le terrain par la mise en place d'un blocus économique, en détournant les exportations ou les importations d'un pays adverse, ou encore en pratiquant la politique de la terre brûlée. Ces pratiques, très anciennes, demeurent actuelles. La notion de blocus est dérivée de celle de siège des villes, une pratique fréquente sous l'Antiquité et au Moyen Âge, ensuite réactivée par le Royaume-Uni et ses alliés contre l'empire de Napoléon I^{er}, par Staline contre Berlin-Ouest en 1947-1948 (sans succès du fait du pont aérien organisé par les Américains), par Bachar Al-Assad en Syrie – qui, à une échelle infraétatique, a maintenu un blocus serré du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk en 2013-2014 –, et par Vladimir Poutine en 2022 en Ukraine, avec en particulier le siège de Marioupol, fondé sur l'encerclement de populations affamées. Détourner les exportations ou les importations alimentaires procède de la même logique : le blocus du port d'Odessa en Ukraine et l'arraisonnement de plusieurs bateaux en mer Noire en 2022 illustrent ce phénomène. Toutefois, ce détournement n'est possible à moyen terme qu'en encerclant le pays visé, ce qui n'est pas possible avec l'Ukraine, voisine de l'UE et de plusieurs États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Néanmoins, le manque à gagner pour le pays concerné est flagrant et conduit à son affaiblissement.

2 L'alimentation, un objectif géopolitique à toutes les échelles

Les relations entre l'alimentaire et la géopolitique ne passent pas forcément par la mobilisation, voire la confrontation, militaire. Les rapports spatiaux entre la politique et l'alimentaire se déploient en effet à toutes les échelles et, en particulier, à l'intérieur des États. Il est possible d'explorer trois dimensions : la volonté de maîtriser de nouvelles terres en faisant jouer des rapports de force au sein d'un territoire, la stratégie de la captation de nouvelles ressources par l'achat et la valorisation de terres à l'étranger à partir de rapports de force géopolitiques, et la course mondiale à la maîtrise des innovations en matière d'alimentation.

A. La volonté de maîtriser de nouvelles terres

La maîtrise de nouvelles terres agricoles à l'intérieur d'un État dévoile les idéologies et les rapports de force politiques qui lui sont propres. Au Brésil, le soutien du président Bolsonaro à la déforestation de l'Amazonie est un enjeu géopolitique fort. Il s'agit pour lui d'être aux côtés des propriétaires terriens et de l'agro-industrie, qui constituent le socle de son électorat. D'un point de vue idéologique, il affirme aussi ainsi la puissance de l'État sur une périphérie source de contestations et son soutien à une politique favorisant des acteurs blancs au détriment des Amérindiens. Il réaffirme enfin, au niveau international, la souveraineté exclusive du Brésil sur un espace qui est pourtant le « poumon » de la planète, en

refusant toute ingérence extérieure. Dans cette même catégorie entrent les conflits d'usage autour de la terre et de l'eau. Les productions maraîchères ont ainsi reculé dans tous les pays concernés par la transition urbaine. Le mitage et l'étalement urbain imposent un rapport de force défavorable à la production agricole, qui n'est pas sans conséquence, au final, pour ces mêmes populations urbaines (éloignement de la production, hausse du coût du transport et de la distribution, nuisances environnementales, concurrence pour l'accès à la terre, etc.). Des fermes urbaines peuvent être sauvegardées, mais à condition de n'y pratiquer que des productions alimentaires n'entraînant pas de nuisances de voisinage : c'est le phénomène *not in my backyard* (NIMBY, c'est-à-dire « pas dans mon jardin »).

B. La stratégie de l'achat de terres à l'étranger

La politique d'achat de terres à l'étranger par des États inquiets de leur autosuffisance alimentaire constitue un trait saillant de la mondialisation. Mais elle illustre surtout, pour reprendre l'expression du géopolitologue Yves Lacoste, les multiples « rivalités de pouvoir sur des territoires ». La captation de terres implique en effet la présence d'un rapport de force avec une partie notable des populations locales, qui voient des terres leur échapper ou qui, du moins, voient des terres valorisées sans leur consentement. Elle implique aussi de nouveaux rapports de force interétatiques avec les autres pays producteurs agricoles, dans un contexte de dérégulation des marchés, qui entraîne une faible prévisibilité des prix et des potentialités d'accès à la ressource pour les pays qui ne sont pas des producteurs agricoles importants. La Chine est un acteur essentiel de la politique d'achat des terres dans de nombreux pays, tels que l'Éthiopie, le Nigeria, le Mozambique, le Cambodge ou l'Argentine car, si elle compte environ 20 % de la population mondiale, elle ne détient que 9 % des surfaces cultivables. La Chine ne doit pourtant pas faire l'objet de plus d'accusations que d'autres pays : avec plus de 1 million d'hectares (ha) de terres agricoles en Afrique, elle est loin derrière les Émirats arabes unis (1,9 million), l'Inde (1,8 million), le Royaume-Uni (1,5 million), les États-Unis (1,4 million) et l'Afrique du Sud (1,3 million). Cette pratique pose au final plusieurs problèmes : elle détourne des ressources potentielles, n'offre que peu d'emplois aux populations des pays concernés et fait des terres agricoles un enjeu financier et non alimentaire.

C. La maîtrise des innovations

Maîtriser les technologies susceptibles de favoriser une autosuffisance alimentaire, une hausse qualitative de la production (par le « bio » notamment) ou des rentrées d'argent grâce à l'agriculture exportatrice se trouve aussi au cœur des ambitions de nombreux États. Nourrir la population est une donnée prioritaire aussi bien pour les démocraties désireuses d'assurer un égal accès à l'alimentaire que pour des régimes autoritaires qui veulent à tout prix éviter des émeutes de la faim et, finalement, pour n'importe quel État dont les dirigeants craignent d'être accusés d'affamer le peuple. Le renversement du président du Sri Lanka Rajapaksa en juillet 2022 par le mouvement Gota Go Gama illustre cette réalité. Elle est la conséquence directe du décalage entre l'affairisme du clan au pouvoir et la réalité

agricole du pays (une politique de conversion forcée à la production) et de l'effondrement économique et social du pays, notamment du point de vue alimentaire (les denrées alimentaires ont vu leurs prix croître de 25,5 % pour le seul mois de février 2022).

Cette volonté d'innover et de contrôler les innovations se situe enfin dans un contexte de compétition internationale, marquée par l'avantage acquis à l'acteur capable de produire des aliments assez nutritifs et rentables pour développer son image et sa puissance économique. Certaines techniques, à l'instar des organismes génétiquement modifiés (OGM), sont aujourd'hui largement répandues, bien qu'elles demeurent controversées pour leur influence potentielle sur le milieu et l'environnement, ainsi que pour l'absence de recul quant à leur éventuelle nocivité pour la santé. Surtout, les OGM permettent à des acteurs d'imposer une forme d'agriculture et d'établir des liens de dépendance économique et politique. Les firmes majeures du domaine sont toutes étasuniennes (Monsanto, Syngenta, DuPont-Pioneer) et contrôlent les deux tiers du marché mondial depuis le début des années 2010. Elles sont soutenues par l'État américain, mais aussi par des universités étasuniennes (dans l'Indiana, le Nebraska et l'Iowa notamment). L'État en particulier manie les outils susceptibles de favoriser les OGM (par une politique de prix très agressive) et de culpabiliser les pays peu enclins à adopter cette norme venue des États-Unis – comme en témoigne un discours de l'ancien président George W. Bush en 2008, « au nom de l'Afrique menacée par la famine, [qui] demande aux gouvernements européens de cesser leur opposition aux biotechnologies ».

3 L'alimentation, un langage politique pour négocier la puissance

L'alimentation est profondément politique. Elle constitue un moyen parmi d'autres d'accéder à la puissance, par le *soft power*, le *hard power* ou les deux (le *smart power*). Elle forme ensuite, de façon plus symbolique, un geste politique mobilisable dans les négociations internationales et dans les politiques d'attractivité menées par les États, à travers la notion de gastro-diplomatie.

A. Accéder à la puissance à partir de l'agriculture et de l'alimentaire

L'alimentation est au cœur des politiques de puissance : l'exemple du blé est significatif. Sa production est concentrée, 85 % de la production mondiale provenant de dix pays, notamment les États-Unis, l'UE, la Russie, la Chine et l'Ukraine. De nombreux États en sont dépendants, surtout dans l'hémisphère Sud. Les échanges de blé impliquent des rapports de pouvoir à l'échelle mondiale. Au xx^e siècle, le *food power* est au cœur de la stratégie étasunienne, avec pour objectif d'asseoir sa puissance au cours de la guerre froide. Leaders agricoles depuis 1945, les Américains développent un *smart power* autour du blé : ils exportent leur surplus, créent des firmes géantes (*hard power*) et font de l'aide alimentaire (*soft power*) un outil pour freiner l'expansion de l'URSS, accompagnant aussi le déploiement militaire en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Europe. Sur ce dernier continent, la politique agricole

commune (PAC) est une partie constitutive du projet européen depuis 1945 : la France et l'Allemagne sont les deux premiers producteurs européens de blé, la France exportant la moitié de sa production en Chine et en Afrique du Nord. Mais, aujourd'hui, la Russie est un acteur clé, devenant le premier exportateur mondial grâce à ses terres noires du sud-ouest, réinvesties après le démantèlement des anciennes terres collectivisées sous l'URSS. Le dégel de terres en Sibérie pourrait aussi renforcer cette position.

B. L'alimentaire, un outil pour faire valoir des rapports de force politique

Au-delà des formes de pouvoir qu'il engendre et des hiérarchies qui en découlent, l'alimentaire est politique parce que manger est un besoin physiologique. L'alimentation se retrouve ainsi au cœur de rapports de force visant à imposer ou exclure un pouvoir : ainsi, en 2015, dans le nord de la Syrie, l'armée fidèle à Bachar Al-Assad a brûlé les champs céréaliers tenus par Daesh pour enlever toute source de revenus et de ravitaillements et, plus généralement, tout pouvoir effectif sur les terres agricoles. L'alimentation participe aussi à la mise en concurrence politique des différents acteurs étatiques : chaque puissance agricole cherche à rivaliser avec les autres (à l'instar de la compétition en matière de production viticole : la France a reculé à la troisième place mondiale en 2021, derrière l'Espagne et surtout l'Italie). De la concurrence à la guerre commerciale, la distance est parfois courte. Elle est toutefois plus marquée lorsqu'un acteur en position dominante impose un blocus à d'autres pays, afin de désorganiser le système de production et d'approvisionnement. L'alimentation, enfin, permet également de mesurer le degré de puissance acquis par un État : la décision unilatérale de la Russie de s'approprier le nom « champagne » pour ses vins effervescents a obligé les producteurs français à commercialiser en Russie des « vins à bulles » à partir du 1^{er} janvier 2022. Cette mesure, *a priori* anecdotique, révèle l'étendue des tensions entre la Russie et l'UE, et surtout la manière dont la Russie a avancé ses pions sans rencontrer de réelle résistance jusqu'à présent dans le domaine alimentaire.

C. L'alimentation, entre *soft power* et techniques d'influence politique

Dans le registre symbolique de l'utilisation de l'alimentation à des fins géopolitiques, il faut encore évoquer la notion de « gastro-diplomatie » et l'inscrire dans le cadre large du *soft power*. Cette notion désigne la fonction de l'alimentaire dans l'établissement de relations propices à des rapports de force politiques ou à des négociations diplomatiques. Pour le premier point, l'usage de l'aliment permet d'établir des relations de pouvoir : lorsque le roi Henri III réforme le protocole à la cour de France en 1585 pour faire paraître sa majesté absolue face aux courtisans, il fait poser une barrière entre sa table et ceux qui le regardent sans y être admis – un modèle ensuite sanctuarisé par les rois absolus aux XVII^e et XVIII^e siècles. Pour le second point, organiser un repas « à la française » fait notamment partie des attendus de toute réunion internationale organisée par la France, qu'il s'agisse d'un G7, de la réception

d'un hôte étranger lors d'une visite d'État ou de tout événement organisé par une ambassade ou un centre culturel français. Ne pas témoigner de cet art français dans le protocole diplomatique peut tout de suite être perçu comme une forme de dédain, voire d'affront pour un acteur étranger convié à discuter avec des diplomates français. La table française fait en effet toujours office de modèle et détient une force symbolique réelle sur l'échiquier international. La victoire du chef français Davy Tissot en 2021 à la compétition des Bocuse d'Or démontre d'ailleurs la continuité dans l'excellence de la haute cuisine, de même que la médiatisation des cheffes et des chefs de cuisine récompensés par le guide Michelin (à l'instar d'Anne-Sophie Pic, forte depuis 2022 de ses dix étoiles pour ses six restaurants à Valence, Londres, Lausanne, Paris, Megève et Singapour). Il faut néanmoins s'interroger sur l'efficacité réelle de ce modèle de la « gastro-diplomatie ». Cette approche politique de la cuisine par le haut ne fait désormais plus sens auprès de la société civile mondialisée. La plupart des acteurs étatiques lui préfèrent ainsi des pratiques de *place branding*, c'est-à-dire de stratégies d'influence ayant pour objectif de favoriser les intérêts politiques et économiques des pays concernés, par la diffusion de leur gastronomie selon des relais plus populaires – à l'image de la *street food*, présente dans les métropoles de l'espace mondial, de la diffusion d'une culture en lien avec l'alimentaire (la récurrence des ramen dans les mangas japonais) ou encore de la diffusion mondiale de certaines gastronomies (italienne, chinoise, japonaise, coréenne, indienne, etc.).

L'économie de l'alimentation

DÉBAT

L'envolée des prix des matières premières agricoles a démarré à l'été 2020 en lien avec la crise sanitaire, et ne connaît aujourd'hui aucun répit. Les mauvaises récoltes, les replis protectionnistes et les tensions géopolitiques autour de l'Ukraine nourrissent désormais un débat sur le statut des matières premières agricoles dans l'économie, ainsi que des craintes sur l'imminence d'une nouvelle crise alimentaire mondiale. Ces traumatismes sont-ils les seuls responsables de la crise en vue et dans laquelle le statut même de l'aliment devient central dans le devenir de l'humanité ? Ne faut-il pas sinon voir dans ces craintes les manifestations d'une prise de conscience autour de l'alimentation : face une approche financiarisée qui aboutit à une politique de dérégulation empêchant toute prévisibilité sociale et économique, c'est l'ensemble de l'économie de l'alimentation qui se trouve désormais mise en cause.

1 Le défi alimentaire pour une planète dépassant les huit milliards d'habitants

A. Nourrir les hommes : un défi du passé à renouveler dans le futur

En 2019, plus de 10 % des humains ne mangent pas à leur faim. Or, tout au long du ^{xxi} siècle, l'agriculture risque d'être sommée d'intensifier ses productions pour nourrir près de 10 milliards d'humains – un nombre sans doute atteint en 2050. Si les progrès technologiques liés à la sélection des semences et des espèces animales, à l'éradication de maladies et à la limitation des nuisibles par l'utilisation de produits dédiés ont permis un saut quantitatif majeur depuis la révolution industrielle, le futur de l'agriculture est conditionné par un contexte nouveau. Il est effet désormais attendu que les agriculteurs vivent mieux de leur travail et que la qualité nutritionnelle, le respect des écosystèmes et la prise en compte de la durabilité deviennent des éléments clés dans la production alimentaire. Trois défis doivent ainsi être relevés. Tout d'abord, produire davantage et mieux devient un impératif dans un espace mondial où la population totale et la quantité de population consommant plus de protéines animales ou de produits laitiers ne cessent de croître. Par la suite, il faut arriver à gérer un système économique fondé sur une dichotomie entre une agriculture vivrière (la très grande majorité des 570 millions d'exploitations agricoles dans le monde) et une agriculture exportatrice, tournée vers la financiarisation des échanges. Enfin, il devient essentiel

SCIANCES PO

TOUT-EN-UN

CONCOURS COMMUN DES IEP



La présentation du **concours** et l'analyse des **épreuves**



Les **méthodes et stratégies** pour réussir toutes les épreuves, les **conseils à suivre** et les **erreurs à éviter**



Le **cours complet** pour chaque épreuve avec plus de **250 références incontournables** à connaître



Les deux **thèmes 2024** : « L'alimentation » et « Le corps »



21 sujets corrigés (dont 3 de la session 2023) pour s'entraîner dans les conditions du concours

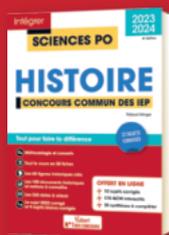
TOUTES LES ÉPREUVES TRAITÉES

- Questions contemporaines : « L'alimentation » et « Le corps »
- Histoire : « Les relations entre les puissances et les modèles politiques des années 1930 à nos jours » et « Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930 »
- Anglais : exercices de compréhension et essai

OFFERT EN LIGNE

- + 6 copies d'élèves commentées
- + 18 sujets corrigés
- + L'actu 2023-2024 mois par mois

Mettez toutes les chances de votre côté



Retrouvez tous nos ouvrages sur : www.vuibert.fr

ISBN : 978-2-311-21564-9



9 782311 215649

29,90 €

Vuibert
N°1 DES CONCOURS